

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : EUR 46/029/2007 – ÉFAI

11 juillet 2007

AU 181/07

Renvois forcés / Procès inique / Torture / Peine de mort

RUSSIE

**Dilchod Oumarovitch Kourbanov (h)**  
**Moukhammadsolikh Matiakoubovitch Aboutov (h)**

---

Dilchod Oumarovitch Kourbanov et Moukhammadsolikh Matiakoubovitch Aboutov risquent d'être renvoyés de force en Ouzbékistan, où ils pourraient être détenus au secret, torturés et condamnés, à l'issue d'une procédure inique, à de longues peines d'emprisonnement, voire à la peine capitale. Ces deux hommes sont recherchés parce qu'ils sont soupçonnés d'appartenir à des organisations islamiques interdites et d'avoir eu l'intention de renverser l'ordre constitutionnel en Ouzbékistan. Ils nient ces allégations et se disent persécutés en raison de leurs convictions religieuses.

Dilchod Kourbanov vit en Russie depuis 2003. Il a été arrêté le 30 mai dans la région de Tula, en Russie, avant d'être conduit au service de lutte contre le crime organisé de la police. Il se trouve actuellement dans un centre de détention provisoire de la ville de Novomoskovsk. Il venait de demander le statut de réfugié auprès du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui ne s'est pas encore prononcé sur son cas.

Dilchod Kourbanov affirme avoir été persécuté en Ouzbékistan en raison de ses profondes convictions religieuses. La police l'a interrogé à plusieurs reprises au sujet de membres du Hizb-ut-Tahrir (Parti de la libération), un parti islamique interdit. Il aurait appris en 2002 que son nom figurait sur une liste de terroristes présumés dressée par la police. Lorsqu'on l'a informé que des policiers s'étaient rendus au domicile de ses parents, afin de l'emmener et de l'interroger, il a décidé de quitter le pays.

La maison de Moukhammadsolikh Matiakoubovitch Aboutov en Ouzbékistan a été fouillée en janvier 2007. La police a emporté des livres religieux afin de vérifier s'ils avaient un caractère « extrémiste ». Selon Moukhammadsolikh Aboutov, ces livres lui avaient déjà été confisqués auparavant, et un tribunal avait estimé qu'il n'y avait aucune raison de classer ces textes dans la catégorie « extrémiste ». Moukhammadsolikh Aboutov a été emprisonné en Ouzbékistan, dans les années 1990, après avoir fait l'objet, selon lui, d'accusations forgées de toutes pièces. Craignant d'être à nouveau privé d'une procédure équitable et emprisonné, il a quitté l'Ouzbékistan en février et au mois de juin, il s'est renseigné afin de déposer une demande d'asile. Avant d'avoir pu contacter les autorités afin d'obtenir une protection en tant que réfugié, il aurait été interpellé par des individus faisant apparemment partie des forces de sécurité ouzbèkes, le 13 juin, devant son appartement de Krasnogorsk, dans la région de Moscou, puis remis aux services de police locaux. Moukhammadsolikh Aboutov a formulé une demande de statut de réfugié auprès du HCR mais la police a refusé de la transmettre. Le 26 juin, le tribunal de la ville de Krasnogorsk a ordonné son maintien en détention, de manière à ce qu'il puisse être renvoyé en Ouzbékistan. Le 27, il a été transféré dans un centre de détention provisoire de Mojaïsk, dans la région de Moscou, d'où il lui a été possible de déposer une demande d'asile dans la Fédération de Russie. Aucune décision n'a été rendue jusqu'ici au sujet de son statut.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les autorités ouzbèkes ont demandé l'extradition de dizaines de citoyens ouzbeks de divers pays depuis les événements qui ont eu lieu en mai 2005 dans la ville d'Andijan : les forces de sécurité avaient tiré sans discernement sur une foule de manifestants – des civils sans armes, pour la plupart – qui s'étaient regroupés dans le centre-ville, tuant des centaines de personnes, y compris des femmes et des enfants, alors qu'elles tentaient de fuir. De nombreux manifestants se sont enfuis vers des pays voisins, dont la Russie. Les autorités ouzbèkes affirment que les personnes qu'elles recherchent appartiennent à des partis ou des mouvements islamiques interdits, tels le Hizb-ut-Tahrir (Parti de la libération) et Akramia, qui étaient

impliqués, selon elles, dans les événements d'Andijan. La plupart des hommes qui ont été renvoyés de force en Ouzbékistan ont été détenus au secret pendant de longues périodes et condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement à l'issue de procédures contraires aux normes internationales d'équité. Certains ont affirmé avoir été victimes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements. Dilchod Oumarovitch Kourbanov et Moukhammadsolikh Matiakoubovitch Aboutov nient tout lien avec les événements d'Andijan.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en russe, en anglais ou dans votre propre langue) :**

- déclarez-vous préoccupé à l'idée que les autorités russes s'apprêtent à renvoyer de force Dilchod Oumarovitch Kourbanov et Moukhammadsolikh Matiakoubovitch Aboutov en Ouzbékistan, où ils risqueraient de subir de graves violations de leurs droits humains, notamment des actes de torture ;
- rappelez aux autorités qu'en vertu du droit international, notamment au titre de la Convention relative au statut des réfugiés, de la Convention des Nations unies contre la torture ainsi que de la Convention européenne des droits de l'homme, auxquelles elle est partie, la Fédération de Russie est tenue de ne pas renvoyer des personnes dans un pays ou territoire où elles risqueraient d'être victimes d'actes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements ;
- priez les autorités de veiller à ce que Dilchod Oumarovitch Kourbanov et Moukhammadsolikh Matiakoubovitch Aboutov aient accès à une procédure de détermination du statut de réfugié équitable, complète et satisfaisante, et à ce qu'ils puissent entrer en contact avec le HCR.

**APPELS À :**

Procureur Général :

103793 Moskva, Ul. Bolshaya Dimitrovka 15a, Generalnomu Prokuroru Rossiyskoy Federatsii, Yuriu Chaika, Russie

**Fax : + 7 495 692 1725 (Merci d'envoyer vos appels pendant les heures de bureau : GMT +4)**

**Formule d'appel : Dear Procurator General, / Monsieur le Procureur général,**

**COPIES À :**

Médiateur pour les droits humains :

107084 Moskva, Ul. Miasnitskaia 47, Upolnomochnomu po pravam cheloveka Vladimiru Lukinu, Russie

**Fax : + 7 495 207 5337**

**Courriers électroniques : [press-sl@ropnet.ru](mailto:press-sl@ropnet.ru)**

**ou via son site Internet : <http://ombudsman.gov.ru>**

Gen. Nikolai Patrushev, Directeur général du Service fédéral de sécurité (FSB) de la Fédération de Russie :

Federal Security Service of the Russian Federation

101000 Moskva, Liubianskaia pl. d.2, Generalnomu Direktoru Federalnoi Sluzhbi Besopasnosti, Nikolaiu Patrushevu, Russie

**Fax : + 7 495 625 0578**

**Courriers électroniques : [press@fsb.ru](mailto:press@fsb.ru)**

**ou, si vous parlez russe, via le site Internet du FSB : <http://www.fsb.ru/>**

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Fédération de Russie dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 22 AOÛT 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**